



L'éco sans tabou
Patrick Artus

La France, dernier pays communiste

Patrick Artus, *Le Point.fr*, 28 Août 2013

Les richesses du pays sont monopolisées par l'État et des syndicats au service de ceux qui ont un emploi. Une double caractéristique qui nous coûte cher.

L'économie française a deux caractéristiques très particulières. Tout d'abord, le poids très élevé des dépenses publiques, supérieur en 2013 à 56 % du produit intérieur brut. Cela signifie que 56 % du revenu national passe par les mains de l'État, des collectivités locales, du système public de santé. Ensuite, le fait que le marché du travail n'est absolument pas concurrentiel : les hausses du salaire réel ne répondent pas du tout aux évolutions du chômage, de la rentabilité, de la compétitivité-coût. Cela vient de ce que la France a des syndicats d'*insiders* : les syndicats ont comme objectif essentiel d'accroître la rémunération des salariés qui ont pu conserver un emploi, pas de ramener les chômeurs à l'emploi ou d'améliorer la situation macroéconomique.

La quasi-totalité du revenu du pays passe donc en France soit par les mains de l'État soit par les mains de syndicats d'*insiders*, d'où notre appellation de "pays communiste".

Protecteur à court terme, ravageur à long terme

À court terme, cette situation est très stabilisante. En cas de choc défavorable (recul du commerce mondial, crise financière ou bancaire...), d'une part, les dépenses publiques de très grande taille jouent normalement un rôle contracyclique (en tout cas pas procyclique) ; d'autre part, l'absence de recul du salaire réel évite que la perte d'activité soit amplifiée par le recul de la demande des ménages. L'économie française, protégée par le poids de l'État et par l'inertie des salaires réels, ne peut donc pas connaître de crise violente, de recul brutal de l'activité à court terme, comme cela a été le cas dans les pays où le poids de l'État est plus faible et les salaires réels plus flexibles (États-Unis, Espagne, par exemple).

Mais cet avantage de court terme se transforme en un handicap majeur à long terme. Le poids très élevé de l'État (des dépenses publiques) conduit à une pression fiscale très élevée (plus de 46 % du PIB), en particulier avec des cotisations sociales des entreprises beaucoup plus importantes que dans les autres pays (12 % du PIB contre 7 % en moyenne). Cela a un effet négatif bien documenté sur l'emploi, augmente le chômage structurel ; il impose aussi de canaliser une partie importante de l'épargne vers le financement de l'État, par l'intermédiaire des compagnies d'assurances, des banques. Cela se fait au détriment du financement de l'investissement des entreprises, donc de la croissance potentielle.

L'aversion pour le risque

La rigidité des salaires réels a aussi des effets structurels très défavorables : les hausses du chômage ne font pas baisser le coût du travail, ce qui aiderait à créer davantage d'emplois. La rentabilité des entreprises recule depuis 2000 sans qu'aucune force de rappel intervienne et elle est aujourd'hui la plus faible de tous les pays de la zone euro ; la dégradation de la compétitivité ne se corrige pas, à la différence de ce qu'on vient d'observer en Espagne, par exemple. Cela explique la hausse du chômage structurel, les pertes de parts de marché à l'exportation, l'insuffisance de l'investissement, en particulier en nouvelles technologies, donc l'incapacité à monter en gamme.

La structure de l'économie française reflète donc probablement la forte aversion pour le risque des Français eux-mêmes : poids élevé des dépenses publiques, des interventions de l'État ; caractère non cyclique des salaires.

Cette aversion pour le risque a des conséquences attendues, on l'a vu : stabilité de la croissance à court terme plus forte que dans les autres pays ; en contrepartie, croissance à long terme plus faible que dans les autres pays. Le besoin de sécurité (avec les distorsions fiscales, la canalisation de l'épargne vers l'État, l'absence de mécanisme qui corrige le chômage ou les pertes de rentabilité et de compétitivité) est bien coûteux en croissance de long terme.